



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

fermeture du site PSA d'Hérimoncourt

Question au Gouvernement n° 1670

Texte de la question

FERMETURE DU SITE PSA D'HÉRIMONCOURT

M. le président. La parole est à M. Frédéric Barbier.

M. Frédéric Barbier. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, avec une augmentation de 6,8 % des ventes de voiture au niveau mondial, le groupe Peugeot enregistre des résultats records et affiche sa grande forme. Nous devrions tous nous en réjouir pour l'emploi et pour l'activité économique de nos territoires. Vous imaginez alors mon indignation lorsque j'apprends par voie de presse, mercredi dernier, que Peugeot s'apprête à transférer, donc à supprimer dans ma circonscription, l'entière activité de son site d'Hérimoncourt, berceau historique de la marque. Cette commune de 3 700 habitants va perdre sa principale activité économique. Peugeot nous parle de rationalisation des coûts, moi je vois l'abandon des citoyens et d'un bassin industriel historique. Les 200 salariés du site sont concernés. J'insiste sur les effets négatifs pour cette commune, pour la vie économique et sociale de ce territoire et pour les salariés, même si Peugeot propose d'affecter le personnel dans d'autres entités. Monsieur le ministre, ma colère est exacerbée par le fait que cette décision a été prise sans aucune concertation avec les organisations syndicales et les élus. Aucune sollicitation ne nous a été adressée pour accompagner une reconfiguration du site. Et pourtant les dirigeants du groupe ont toujours pu compter sur notre aide, en témoigne le projet de l'usine du futur à Sochaux. Cette liquidation programmée est un coup de massue pour les salariés et pour les élus, un désastre économique et social pour la commune, et une relation de confiance mutuelle mise à mal.

À l'heure du grand débat national, où nous appelons à la consultation citoyenne et à une évolution de notre système de décision, une telle annonce du président Tavares n'est pas acceptable. M. le ministre, votre engagement pour la sauvegarde des territoires et de l'emploi n'est plus à démontrer, et je crois qu'il n'est pas trop tard pour trouver des solutions permettant de pérenniser l'activité à Hérimoncourt. C'est pourquoi je souhaite savoir quels moyens vous comptez mettre en œuvre pour préserver ce site. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et L.T.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Je me suis battu pour le site d'Ascoval, je me bats pour le site de Blanquefort, à Bordeaux (« Ah ! » sur les bancs du groupe FI), et je me battrai également pour le site d'Hérimoncourt afin qu'une activité industrielle y soit préservée, monsieur le député.

M. Ugo Bernalicis. Par pitié, cessez de vous battre puisque le résultat est toujours le même : la fermeture !

M. Loïc Prud'homme. Comme avec Ford : fermeture !

M. Bruno Le Maire, ministre. S'agissant de l'activité de recyclage, Peugeot a pris une décision qui est une bonne décision pour la France : celle de la développer sur un site français, à Vesoul, et de multiplier par trois son chiffre d'affaires dans cette activité au cours des cinq années à venir. Peugeot aurait pu choisir un autre site ailleurs dans le monde, mais le groupe a choisi Vesoul, en France, pour son activité de recyclage. Celle-ci permet d'économiser 50 % d'énergie et 80 % de matières premières. Je crois donc que c'est une bonne nouvelle pour le bassin d'emplois que vous représentez car c'est de la création de valeur et d'emplois, une conséquence aussi de la politique industrielle de compétitivité que vous défendez au sein de la majorité et que nous menons.

M. Ugo Bernalicis. Ça ne marche pas ! C'est une catastrophe !

M. Bruno Le Maire, ministre. Il reste le cas spécifique du site d'Hérimoncourt. C'est le site historique de Peugeot, là qu'est née sa grande aventure. Je ne peux pas imaginer un instant que Peugeot ne garde pas une activité industrielle sur le site d'Hérimoncourt. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et SOC. – M. Patrick Mignola applaudit également.)* C'est son histoire, comme les emplois, qui sont en jeu.

M. Loïc Prud'homme. PSA s'en fout pas mal de l'histoire, c'est la thune qui l'intéresse !

M. Bruno Le Maire, ministre. Je peux donc vous annoncer que vous recevrez, dans quelques heures ou quelques jours, un courrier du président de PSA, Carlos Tavares, qui vous invitera à discuter, ainsi que tous les élus de la région, de l'avenir industriel du site d'Hérimoncourt pour y maintenir des emplois industriels. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Loïc Prud'homme. Combien d'emplois supprimés ?

Données clés

Auteur : [M. Frédéric Barbier](#)

Circonscription : Doubs (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1670

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 février 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 février 2019](#)